*Note d’information relative à la situation de l’économie nationale en 2020 et ses perspectives d’évolution en 2021*

*Juillet 2021*

 L’élaboration du budget économique exploratoire 2021 intervient dans un contexte inédit marqué par une crise sanitaire qui s’est propagée dans le monde entier et dont les conséquences seraient plus lourdes que celles de la crise financière.

 L’activité mondiale devrait ainsi enregistrer une forte récession prévue à 4,9% en 2020 sous l’effet des mesures drastiques prises pour faire face à la pandémie. La croissance mondiale devrait se redresser en 2021 d’environ 5,4%, soutenue par une relance budgétaire importante et par la poursuite de l’assouplissement de la politique monétaire.

 De son côté, le commerce mondial qui faiblissait déjà en 2019, en devrait être également impacté, accusant ainsi une contraction de 11,9% avant d’augmenter de 8% en 2021. De même, le prix du pétrole devrait chuter pour atteindre 36,18 USD/ baril cette année puis 37,45 en 2021 au lieu de 61,4 USD / baril en 2019.

 Cet environnement économique international défavorable devrait impacter négativement l’économie nationale. Les répercussions de la crise sur nos principaux partenaires européens devraient se traduire par une chute de la demande adressée au Maroc, prévue à 16,2% avant de se rétablir en 2021 à 12,2%.

   Dans ces conditions, l’économie nationale devrait, connaître une récession en 2020, la première depuis plus de deux décennies, sous l’effet conjugué de la sécheresse et de la pandémie. Le secteur primaire dégagerait une valeur ajoutée en repli de 5,7% en 2020 après avoir régressé de 4,6% en 2019.

De leur côté, les activités non agricoles devraient connaitre un net recul, de 5,3% en 2020 après une hausse de 3,7% l’année précédente. S’agissant du secteur secondaire, il devrait enregistrer un repli de près de 6,9% en 2020 après une hausse de 3,6% en 2019. A l’exception des activités des industries chimiques et para-chimiques et du secteur minier, les autres activités secondaires devraient afficher une baisse remarquable de leur valeur ajoutée. De même, les activités du secteur tertiaire devraient baisser de 4,5% après une hausse de 3,8% en 2019. Les secteurs du tourisme et du transport, fortement impactés par la fermeture des frontières et les mesures prises pour l’endiguement de la pandémie, seraient les plus touchés.

Ainsi, le Produit Intérieur Brut devrait, compte tenu d’une baisse prévue de 9% des impôts et taxes sur produits nets de subventions, enregistrer une décroissance de 5,8% en 2020 au lieu d’une progression de 2,5% enregistrée en 2019. Concernant l’évolution des prix intérieurs, le fléchissement des cours des matières premières, conjugué à un recul de la demande, devrait entrainer une baisse du niveau général des prix qui se situerait aux alentours de -0,4% au lieu d’une hausse de 1,3% l’année précédente.

Dans ce contexte de détérioration de la croissance économique et, sous l’hypothèse d’une poursuite de la baisse tendancielle du taux d’activité au niveau national, le taux de chômage devrait atteindre près de 14,8%, soit une hausse de 5,6 points par rapport au niveau enregistré en 2019.

Dans ces conditions, la demande intérieure devrait enregistrer une baisse de 4% en 2020, sa contribution à la croissance serait ainsi négative de 4,4 points au lieu de d’une contribution positive de 1,9 point en 2019. De même, la contribution de la demande extérieure à la croissance serait négative de 1,4 point, après avoir été positive de 0,6 point l’année précédente.

Concernant le financement de l’économie, l’épargne intérieure, qui était de l’ordre de 23,3% du PIB en 2019, devrait baisser à 19,1% du PIB en 2020. Parallèlement, les revenus nets en provenance du reste du monde devraient continuer de régresser affichant une baisse de 4,6% après -1,5% en 2019 et -16,9% en 2018. Ces évolutions devraient se traduire par une diminution de l’épargne nationale pour atteindre 23,7% du PIB au lieu de 27,8% en 2019. Compte tenu d’un niveau d’investissement de l’ordre de 30,6% du PIB attendu en 2020 en baisse par rapport à 32,2% enregistré en 2019, les besoins de financement de l’économie nationale se seraient accentués à 6,9% du PIB au lieu de 4,4% une année auparavant.

Au niveau des finances publiques, la pandémie et le gel de l’activité économique nationale durant la période de confinement, devraient induire des effets néfastes sur le budget de l’Etat en termes de recettes fiscales. Les mesures prises par le gouvernement pour limiter la propagation du virus, devraient engendrer des dépenses supplémentaires aux charges ordinaires. En conséquence, le déficit budgétaire devrait s’accentuer en 2020 pour atteindre près de 7,4% du PIB, dépassant largement le niveau atteint en moyenne annuelle entre les années 2011 et 2013, soit 6,1% du PIB.

Pour couvrir ces besoins, le Maroc ferait recours aux emprunts extérieurs, dépassant le plafond des financements extérieurs fixé par la loi des finances 2020 à 31 MMDH. Ces conditions devraient porter l’encours de l’endettement global du trésor à 74,4% du PIB en 2020. S’ajoutant à la part de la dette extérieure garantie, la dette publique globale dépasserait le seuil de 90% du PIB, en hausse de près de dix points par rapport à un an auparavant.

De son côté le marché monétaire devrait subir les effets de la baisse des flux nets financiers. Ceci devrait engendrer un repli des stocks en devises en 2020 à près de 212 MMDH (non compris l’utilisation de la Ligne de Précaution de la Liquidité de 3 MM dollars du FMI). Tenant compte d’une amélioration des créances à l’économie de près de 4,9% suite aux mesures d’assouplissement monétaire mises en œuvre, la création monétaire en 2020 devrait augmenter de 1,6% en 2020 au lieu de 3,8% en 2019.

En 2021, les perspectives économiques établies supposent la fin de la pandémie du covid-19 en décembre 2020 et se basent sur un scenario moyen de la production agricole durant la campagne 2020/2021. Ces prévisions prennent également en considération les nouvelles tendances de l’environnement international, notamment l’évolution des prix des matières premières et de la demande mondiale adressée au Maroc.

Sur la base de ces hypothèses, le secteur primaire devrait connaitre une hausse de l’ordre de 9,1% en 2021 au lieu d’une baisse de 5,7% attendue en 2020. Les activités non agricoles devraient enregistrer un rythme d’accroissement modéré de l’ordre de 3,6% en 2021 au lieu d’une baisse de 5,3% en 2020, en raison, notamment, de la reprise timide attendue des secteurs des services et du BTP et des industries de transformation.

Compte tenu d’une évolution de 4,9% des impôts et taxes sur produits nets de subventions au lieu d’une baisse de 9% prévu en 2020, le Produit Intérieur Brut devrait enregistrer une croissance de 4,4% en 2021 après une régression de 5,8% attendue en 2020. En terme nominal, le Produit Intérieur Brut devrait enregistrer une progression de 5,6% en 2021. Cette évolution fait ressortir une légère hausse de l’inflation, mesurée par l’indice implicite du PIB de 1,2% en 2021.

La croissance économique devrait être soutenue en 2021 par la reprise de la demande intérieure contribuant pour 4,8 points à la croissance économique, au moment où la contribution de la demande extérieure devrait rester négative avec -0,4 point en amélioration par rapport à -1,4 point en 2020.

L’évolution des finances publiques en 2021 suppose l’augmentation des dépenses publiques, liées aux mesures nécessaires pour la dynamisation et la relance de l’activité économique qui à son tour devrait entrainer une amélioration des recettes fiscales. Dans ces conditions, le déficit budgétaire serait de 5% du PIB en 2021 au lieu de 7,4% attendu en 2020. Pour couvrir ce besoin de financement, le Maroc devrait effectuer une nouvelle sortie sur le marché international. Ainsi, le taux d’endettement du Trésor devrait rester élevé pour atteindre près de 72,3% du PIB. Tenant compte de la dette garantie, la dette publique globale serait portée à 89,9% du PIB au lieu de 92% attendu en 2020.

Les mesures d’assouplissement de la politique monétaire entamées en juin 2020 devraient se transmettre à l’économie nationale à travers leurs impacts sur les taux d’intérêt et sur les anticipations des agents économiques. Ces évolutions associées aux perspectives de l’amélioration attendue des activités économiques en 2021, devraient stimuler les crédits bancaires, et permettraient d’améliorer la masse monétaire de 4,9% au lieu de 1,6% prévue l’année en cours.